



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA

La crise présidentielle au Liban est également évoquée par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA

La crise présidentielle au Liban est également évoquée par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

 Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA

La crise présidentielle au Liban est également évoquée par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À GAZA

La crise présidentielle au Liban est également évoquée par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devaient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM(Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9235

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
5827^e séance – matin

**HUIT JOURS APRÈS UN PREMIER DÉBAT SUR LA QUESTION, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
SE PENCHE À NOUVEAU SUR L'AGGRAVATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE À
GAZA**

**La crise présidentielle au Liban est également évoquée
par ses membres, inquiets de l'intensification des violences dans le pays**

Une semaine après son débat sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, le Conseil de sécurité s'est de nouveau penché aujourd'hui sur cette situation après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Déjà préoccupante, la situation humanitaire dans la bande de Gaza n'a cessé de s'aggraver depuis le 22 janvier, a indiqué B. Lynn Pascoe. Dès le lendemain, des militants palestiniens éventraient la clôture qui délimite la frontière avec l'Égypte, où se sont rués des centaines de milliers de militants palestiniens pour se réapprovisionner en produits de première nécessité, en raison de la pénurie provoquée par le bouclage imposé par Israël.

Cette décision, assortie de coupures d'électricité et de restrictions aux livraisons de carburant, vise à mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens dirigés contre les localités situées au sud d'Israël. Alors qu'elle a été déclarée aujourd'hui même légale par la Cour suprême israélienne, elle a été vivement contestée par plusieurs membres du Conseil, qui ont appelé le Gouvernement d'Ehud Olmert à plus de modération.

Le représentant des États-Unis, s'adressant à l'Observateur permanent de la Palestine, a regretté que sa délégation n'ait pas condamné fermement les attaques à la roquette et au mortier lancées contre Israël. La semaine dernière, Israël a été visé par 77 de ces tirs. Qualifié de sanglant par M. Pascoe, ce mois de janvier a fait 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien.

Tous les intervenants se sont déclarés préoccupés par les conséquences humanitaires très graves de ce « blocus », dont les premières victimes sont près d'un million et demi de civils, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui pâtissent de mesures visant avant tout à mettre fin à la « campagne de terreur » orchestrée par le Hamas, selon les mots de l'Ambassadeur d'Israël.

Tout en regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pu parvenir hier à se mettre d'accord sur le texte d'une simple déclaration présidentielle concernant cette situation, l'Observateur de Palestine a cependant remercié en fin de séance les 15 membres du Conseil pour leur soutien à la proposition de l'Autorité palestinienne d'assurer le contrôle des points de passage de Gaza.

Les changements sur le terrain passeront aussi par la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestiniens, ainsi que par l'entrée en vigueur, le 1^{er} février, du mécanisme d'aide de la Commission européenne, qui prendra le relais du mécanisme international temporaire, a souligné le Secrétaire général adjoint. Il a cependant prévenu que ces efforts resteraient insuffisants sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès.

Le représentant israélien a réaffirmé que son gouvernement ferait son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement progressif en produits de base et en carburant. Il a accusé toutefois le Hamas de détourner le carburant et de manipuler les médias en imputant la responsabilité de la situation actuelle à Israël.

Selon M. Gillerman, le dialogue politique en faveur de la création d'un État palestinien démocratique peut reprendre très vite, à condition que cessent les tirs de roquettes contre la population civile israélienne. Dénonçant les propos du Mouvement des pays non alignés, qui condamne Israël sans faire la moindre allusion aux attaques palestiniennes, il a appelé les pays arabes modérés de la région à jouer pleinement le rôle qui leur revient.

Au Liban, la crise institutionnelle provoquée par le report, pour la treizième fois, de l'élection présidentielle, a été aggravée par la multiplication d'attentats et d'assassinats ciblés au mois de janvier, a expliqué M. Pascoe. Soulignant que les responsables de ces actes devraient être rapidement traduits en justice, le représentant de la France, soutenu par ceux de la Belgique et de l'Italie, a rappelé qu'il était urgent pour le Tribunal spécial international pour le Liban d'entrer en fonctions.

M. Ripert s'est également félicité des efforts diplomatiques déployés par la Ligue des États arabes pour aider ce pays à mettre sur pied un Gouvernement d'unité nationale. Alors que la délégation américaine a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires internes du Liban, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a accusé de son côté Israël d'être le principal artisan de l'instabilité qui règne dans le pays. Le Liban, a-t-il précisé, continue de payer les conséquences de la guerre menée en juillet-août 2006.

Évoquant pour sa part la situation dans le Golan syrien occupé, le représentant de la Syrie a regretté que celle-ci n'ait pas été mentionnée dans l'exposé de M. Pascoe, qui portait pourtant sur le Moyen-Orient dans son ensemble. Il a souhaité que cette lacune soit évitée à l'avenir.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Déclarations

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a déclaré que le mois qui vient de s'écouler avait souligné le fossé séparant les espoirs placés dans le processus politique des réalités tragiques sur le terrain. Il a rappelé que depuis son précédent exposé, en date du 22 janvier, la crise à Gaza avait connu des développements significatifs. Le jour suivant, des militants palestiniens ont détruit des sections entières de la clôture délimitant la frontière avec l'Égypte, ouvrant la voie à des centaines de Palestiniens qui se sont rués dans les magasins égyptiens pour s'approvisionner en produits de première nécessité qui ne sont plus disponibles dans la bande de Gaza. Après les efforts déployés par les forces de sécurité égyptiennes, et en dépit d'incidents les opposant à des militants du Hamas, la situation est revenue au calme et la clôture est en cours de réparation. Depuis le 18 janvier, date à laquelle Israël a imposé un bouclage à Gaza, seulement 32 camions de réapprovisionnement sont entrés dans Gaza, contre une moyenne quotidienne de 93 pendant les deux premières semaines de janvier et de 250 avant juin 2007. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà épuisé son stock de sucre et de sel dans certaines régions, tandis que ses stocks de viande arrivent à épuisement. Les importations de carburant en provenance d'Israël ont repris le 22 janvier, avec un total de 1,566 million de litres de carburant lors de la semaine qui s'est achevée le 27 janvier. Une livraison de 2,2 millions de litres de carburant est prévue cette semaine,

mais il en faudrait au moins 3 millions de litres et une réserve de 20 millions pour satisfaire les besoins des populations locales. Les coupures d'électricité se poursuivent parfois pendant huit heures consécutives, a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Par ailleurs, a déploré M. Pascoe, le mois de janvier a été un mois sanglant, avec 108 morts et 229 blessés du côté palestinien et trois morts et 24 blessés du côté israélien. En outre, la ville de Naplouse a été placée sous couvre-feu pendant trois jours. Aujourd'hui, la Cour suprême israélienne a déclaré légales les coupures d'électricité et les restrictions imposées par le Gouvernement à la bande de Gaza. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les préoccupations de M. Ban Ki-moon concernant la situation de 1,4 million de palestiniens, dont des malades, des personnes âgées et des enfants, qui souffrent déjà d'une fermeture prolongée de la bande de Gaza.

Lors d'un exposé devant le Conseil la semaine passée, les Nations Unies ont condamné les tirs de roquettes et de mortiers, dont 77 au cours de la semaine dernière, lancés par des militants palestiniens contre Israël. Elles ont exprimé aussi leurs préoccupations vis-à-vis des opérations des forces de défense israéliennes et des graves conséquences humanitaires de la politique de bouclage de Gaza. Il a rappelé les déclarations faites par le Président des États-Unis, M. George Bush, qui s'est rendu dans la région récemment et a rappelé que le point de départ des négociations viables était la fin de l'occupation qui a débuté en 1967. M. Bush a également lancé un appel urgent pour que les parties s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de la Feuille de route et de l'Accord d'Annapolis.

Les coprésidents de la Conférence des donateurs de Paris se sont réunis la semaine dernière, insistant sur la nécessité d'apporter des changements sur le terrain par le biais de la mise en œuvre de la réforme et du plan de développement palestinien, a ensuite souligné le Secrétaire général adjoint. Une réunion se tiendra également au mois de mars. La Banque mondiale a mis sur pied un Fonds d'affectation spéciale comme canal d'appui au budget opérationnel de l'Autorité palestinienne, tandis que le mécanisme d'aide de la Commission européenne entrera en vigueur le 1^{er} février pour prendre le relais du mécanisme international temporaire, a-t-il également annoncé. Les Nations Unies ont déjà renforcé leur coopération interinstitutions à l'appui de toutes ces mesures. Mais la réforme de l'Autorité et l'aide apportée par la communauté internationale seront insuffisantes sans un allègement du bouclage imposé par Israël, conformément à l'Accord sur le mouvement et l'accès, a prévenu M. Pascoe, qui a également réitéré les positions du Secrétaire général concernant le caractère illégal des colonies de peuplement, qu'Israël est invité à mettre fin.

S'agissant du Liban, les développements politiques continuent d'être préoccupants. L'élection du Président a été reportée jusqu'au 11 février, pour la treizième fois consécutive, créant un vide dangereux pour la stabilité du pays. L'incertitude politique a été également exacerbée par des incidents graves, comme les manifestations contre les coupures d'électricité qui ont été réprimées par les forces de sécurité libanaises, faisant sept morts et une quarantaine de blessés. Le 25 janvier, un nouvel assassinat ciblé a tué deux officiers de l'armée libanaise, tandis que le 15, une voiture piégée a explosé, tuant trois passants et faisant une douzaine de blessés. Si la situation dans la région où est déployée la FINUL est plutôt calme, elle n'en reste pas moins tendue. La Force poursuit son enquête contre l'attentat non revendiqué, qui a visé le 8 janvier un de ses véhicules. Dans le nord du Liban, le système des Nations Unies, sous la direction de l'UNRWA, poursuit ses opérations humanitaires dans le camp de réfugiés de Nahr El-Bared, où le Fatah était entré en conflit avec les forces libanaises. Soutenant les efforts déployés par le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour conclure un traité de paix en 2008, le Secrétaire général, a conclu M. Pascoe, estime qu'il est crucial que la situation devienne calme pour que le processus d'Annapolis puisse se poursuivre dans les meilleures conditions possibles.

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a affirmé que la crise actuelle dans la bande de Gaza était le résultat de politiques et de pratiques illégales, cruelles et délibérées de la part d'Israël, puissante occupante, contre la population civile palestinienne. Il a indiqué que ces pratiques comprenaient la punition collective illégale de la population à travers la fermeture

totale des points de passage de Gaza, l'obstruction de l'accès au matériel humanitaire essentiel et aux combustibles ainsi que des attaques militaires par les forces de défense israéliennes.

Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu, une fois encore, parvenir à un consensus et donc de traiter efficacement de la question. Tout en estimant que le projet de déclaration présidentielle ne suffisait pas à répondre à la situation, M. Mansour a cependant argué que cela aurait tout de même constitué une réponse minimale de la part du Conseil face à cette crise. L'échec à traiter de cette question n'aidera pas à améliorer la situation sur le terrain, à faire avancer le processus de paix et n'encouragera pas la population à avoir confiance en la capacité du Conseil à traiter des questions sérieuses dont il est saisi, a-t-il ajouté.

Rappelant que la crise se poursuivait actuellement à Gaza, il a déclaré que la faim, la pauvreté et l'emprisonnement de toute une population civile ne mèneraient jamais au calme et ne contribueraient pas à créer un environnement propice pour la paix. Il a souligné qu'aucune action n'avait été prise et que la situation continuait à se détériorer. Ce que nous avons vu ces derniers jours à la frontière entre Gaza et l'Égypte est un signe troublant et grave de l'ampleur du désespoir et de la privation de la population civile de Gaza, a-t-il déclaré. Il a, à ce sujet, exprimé son appréciation au Gouvernement égyptien pour les efforts visant à régler cette situation.

Ce qui se passe à Gaza est une catastrophe délibérée et créée par l'homme, a-t-il poursuivi. M. Mansour a indiqué que la communauté internationale devrait continuer à rejeter cette situation et qu'Israël devrait être appelé à mettre un terme à ses politiques illégales et à se conformer au droit international. La situation nécessite une action humanitaire urgente ainsi qu'une action politique, a-t-il insisté. Dans ce contexte, il a rappelé la proposition de l'Autorité palestinienne de prendre en charge la responsabilité des points de passage de Gaza, côté palestinien. Il a expliqué que cela permettrait l'ouverture des points de passage et la garantie des mouvements de biens et de personnes, mouvements qu'Israël doit assurer conformément au droit international.

Par ailleurs, l'Observateur permanent a fait valoir que les progrès dans le processus de paix, nouvellement relancé, n'étaient pas visibles. En dépit des espoirs générés notamment par la Conférence d'Annapolis, la Conférence des donateurs de Paris et la visite du Président des États-Unis, M. George Bush, l'avenir serait déterminé par les développements sur le terrain, a-t-il estimé. Il a fait remarquer qu'Israël poursuivait sa campagne illégale de colonisation du Territoire palestinien occupé et que ces activités affaiblissaient la crédibilité du processus de paix et soulevaient des questions quant à la bonne foi d'Israël dans les négociations.

L'Observateur permanent de la Palestine a enfin argué qu'Israël ne répondait pas à ses violations des droits de l'homme et à ses atteintes de la quatrième Convention de Genève de 1949. Il a précisé que si les deux parties avaient des responsabilités en vertu du droit international et des engagements pris dans le passé, cette situation en demeurait une situation d'occupation étrangère de tout un peuple, avec des violations quotidiennes de leurs droits fondamentaux par des punitions collectives, des agressions militaires et d'autres mesures illégales. Il a affirmé qu'il continuait à croire au rôle important de la communauté internationale pour promouvoir la stabilité et le calme, répondre à la situation humanitaire et faire avancer le processus de paix.

M. DAN GILLERMAN (Israël) a d'abord évoqué la situation au Liban, en affirmant que la situation, qui règne en particulier dans le sud du pays, est plus grave que jamais. Tout en se félicitant que le Conseil de sécurité, par une déclaration présidentielle, avait condamné les attaques menées du Sud-Liban contre Israël, M. Gillerman a fait remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire pour remédier à la situation et empêcher le passage d'armes par la frontière syrienne. Les soldats israéliens enlevés en juin 2006 sont toujours détenus, a-t-il rappelé. C'est pourquoi, il a lancé un appel au Conseil pour qu'il prenne les mesures qui s'imposent et aide à les retrouver.

S'agissant du Hamas, le représentant d'Israël a déclaré que le terrorisme palestinien contre les Israéliens se poursuivait, constituant la plus grande menace à la paix et à la sécurité dans la région. Il a exhorté les dirigeants palestiniens modérés à faire cesser ces actes. Jeudi soir, deux terroristes palestiniens se sont infiltrés en Cisjordanie et ont blessé trois Israéliens. Des policiers israéliens ont également été pris pour cible près du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem. C'est la ville de Sderot qui subit le plus d'attaques, avec des intervalles de 15 secondes entre l'alerte donnée par les sirènes d'alerte et l'explosion des roquettes. C'est une version terrifiante de la roulette russe et je peux vous assurer que ce n'est pas un jeu, mais une source de terreur incommensurable, a lancé M. Gillerman. Cette campagne de terreur a été initiée depuis la bande de Gaza par le Hamas, qui n'hésite plus à recourir à des armes de précision pour atteindre des civils.

Le représentant israélien a fait remarquer que l'Observateur de la Palestine avait répété « sans honte » qu'Israël était la force occupante, ignorant que ses forces de défense s'étaient totalement retirées de la bande de Gaza il y a deux ans. L'Observateur de la Palestine a utilisé 13 fois le mot « occupation », sans jamais faire référence au Hamas, a également relevé M. Gillerman. Il a réaffirmé que son gouvernement ferait tout son possible pour limiter la crise humanitaire qui sévit à Gaza, comme en témoigne, a-t-il affirmé, le réapprovisionnement en produits de base et en carburant. En revanche, a accusé M. Gillerman, le Hamas détourne le carburant livré dans la bande de Gaza et manipule les médias en brandissant des images de désolation qu'il impute à Israël. Cette organisation n'a pas le mot humanitaire dans son vocabulaire, a poursuivi le représentant.

La délégation a insisté à plusieurs reprises sur le fait que les terroristes du Hamas et du Jihad islamique dépendaient de l'aide que leur apportent la République arabe syrienne et l'Iran. Ce dernier pays nie l'Holocauste et appelle à la destruction d'Israël, ainsi qu'en témoignent les déclarations faites hier soir encore à la télévision par le Président Ahmadinejad, qui a déclaré que « la vie des sionistes prendrait fin, tôt ou tard ». Ces remarques sont d'autant plus troublantes à l'heure où les Nations Unies célèbrent le 27 janvier la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Le Hamas et le Hezbollah sont des formations non démocratiques qui détournent les instruments de la société civile à des fins de promotion de leurs agendas politiques. Un Hamas au pouvoir est synonyme de civilisation en retrait, a insisté le représentant d'Israël. Par ailleurs, en recherchant la condamnation politique pure et simple d'Israël, les déclarations du Mouvement des pays non alignés ne font aucune mention des attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Les ténèbres se sont abattues sur Gaza, mais ce ne sont pas celles qui résultent de la privation de soleil, mais plutôt celles qui résultent de l'appui apporté par l'Iran et la Syrie aux terroristes du Hamas. La situation peut changer très vite, a cependant assuré le représentant. Tout ce qu'il faut pour hâter le processus politique, c'est que les tirs de roquettes cessent, car Israël est convaincu qu'un État palestinien viable est indispensable pour l'équilibre de la région. C'est pourquoi, les modérés doivent jouer leur rôle, pour qu'une paix durable se réalise enfin au Moyen-Orient.

M. JOHN SAWERS (Royaume-Uni) a noté que les Israéliens et les Palestiniens continuaient à tenir des réunions bilatérales de haut niveau, manifestation de la détermination politique des deux dirigeants. Il les a encouragés à poursuivre dans cette voie. M. Sawers a indiqué que la communauté internationale avait l'obligation de faire tout ce qui était en son pouvoir pour faire avancer le processus de paix. Toutefois, il s'est interrogé sur la contribution de débats comme celui que tient le Conseil de sécurité aujourd'hui, estimant qu'il n'était pas certain que cela contribuait aux efforts de la communauté internationale. Exprimant son inquiétude face à la situation à Gaza, M. Sawers a également regretté que des tirs de roquettes visent des civils israéliens. Toutefois, il a argué que la fermeture des points de passage n'était pas la réponse appropriée à cette situation, et s'est félicité de la décision du Gouvernement israélien de reprendre l'approvisionnement de Gaza en produits alimentaires et en carburant. Par ailleurs, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'Autorité palestinienne devrait, de l'avis de sa délégation, prendre le contrôle, côté palestinien, des points de passage. L'Union européenne a dit clairement qu'elle était prête à prendre un rôle dans cette question lorsque le contexte le permettrait, a-t-il rappelé. S'agissant du Liban, le représentant s'est dit très préoccupé par la détérioration de la situation dans ce pays et a condamné toutes les attaques terroristes. Il est essentiel que les divisions politiques se réconcilient et élisent un président qui poursuivra ce travail, a-t-il déclaré. En outre, M. Sawers a souligné que les Nations Unies avaient un rôle important à jouer dans la réalisation d'une solution juste et durable au Moyen-Orient,

notamment par le biais du Quatuor, par la FINUL ou par son aide humanitaire avec l'UNRWA. Le Conseil de sécurité doit aussi jouer son rôle, a-t-il poursuivi, en affirmant qu'il était nécessaire de veiller à ce que ses discussions aient réellement une valeur ajoutée et contribuent à mettre fin à cette impasse.

M. JEAN-MAURICE RIPERT (France) a tout d'abord exprimé sa préoccupation devant la situation au Liban, où se sont produits plusieurs attentats, dont un qui visait pour la première fois un véhicule diplomatique. Il est indispensable que les auteurs de tels actes soient traduits en justice le plus rapidement possible, a expliqué M. Ripert, rappelant à cet égard la nécessité de mettre sur pied le Tribunal international pour le Liban. La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle se double d'un vide présidentiel, alors que l'élection vient d'être reportée pour la treizième fois consécutive. C'est à ce titre que la France apporte son plein soutien au plan de la Ligue des États arabes, a indiqué le représentant. Dans ce contexte, la communauté internationale doit œuvrer à la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, réitérant le soutien de son pays au Gouvernement légitime du Liban.

S'agissant de la situation humanitaire à Gaza, le représentant a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de parvenir hier à un accord sur le texte d'une déclaration présidentielle. Nos efforts devront porter à l'avenir sur une prise en compte de la situation aussi objective que possible de la réalité sur le terrain. Or, cette réalité, c'est d'abord l'intensification d'une violence de part et d'autre. Aussi, la France a-t-elle appelé à la cessation des tirs de roquettes au sud d'Israël, qui mettent en danger les populations civiles. D'un autre côté, la situation humanitaire à Gaza, d'où ces tirs sont effectués, n'a cessé de se dégrader. Des mesures comme les coupures d'électricité ou les restrictions de livraison en carburants sont des punitions collectives infligées par Israël à l'ensemble de la population, a regretté le représentant. Il est essentiel que les populations israélienne et palestinienne constatent une évolution positive de la situation sur le terrain, a-t-il poursuivi. Israël doit donc mettre fin à toutes les activités de peuplement et l'Autorité palestinienne s'efforcer de faire cesser les tirs de roquettes. La perspective que nous devons garder à l'esprit est celle de la création d'un État palestinien démocratique et viable d'ici à la fin de l'année, a rappelé M. Ripert. Le signal fort envoyé lors de la Conférence de donateurs de Paris doit maintenant se concrétiser le plus rapidement possible, notamment en veillant à ce que les bailleurs de fonds s'acquittent rapidement de leurs promesses de contributions. De leur côté, l'Autorité palestinienne doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, le plan de développement et Israël envisager d'alléger le bouclage imposé à la bande de Gaza.

M. DUMISANI S. KUMALO (Afrique du Sud) s'est félicité du début des négociations entre le représentant palestinien, Ahmad Qurei, et la Ministre israélienne des affaires étrangères, Tzipi Livni, conformément à l'Accord conclu lors de la Conférence d'Annapolis. Il s'est cependant déclaré très préoccupé par la poursuite des activités illégales de peuplement menées par Israël dans les territoires palestiniens occupés en dépit des engagements d'y mettre fin pris par la partie israélienne lors de cette même Conférence. L'existence d'un tel réseau de colonies de peuplement compromet en effet les perspectives de réaliser un jour un État palestinien viable, et constitue une violation à la fois des résolutions de l'ONU et des dispositions de la Feuille de route, a estimé M. Kumalo. La situation qui prévaut actuellement à Gaza ne peut plus être ignorée, a ajouté le représentant, pour qui le Conseil de sécurité ne peut plus rester silencieux alors que 1,5 million de personnes sont privées d'eau, d'électricité et de systèmes d'assainissement. Il a rappelé que les Nations Unies, et en particulier le Conseil de sécurité, avaient une responsabilité spéciale de soutenir une résolution pacifique du conflit. Le représentant sud-africain a indiqué que pour parvenir à la paix, les parties ne pouvaient créer des conditions qui sapent les mesures de confiance. Il a aussi affirmé que l'occupation sapait de fait la crédibilité du processus. M. Kumalo a déclaré qu'un État palestinien nécessitait des infrastructures physiques et de services ainsi que des ressources financières afin de fonctionner efficacement. Il a noté que son pays, l'Afrique du Sud, continuait à fournir une assistance concrète dans ce domaine et avait promis, lors de la Conférence des donateurs de Paris, de donner plus d'un million de dollars par année pour le renforcement des capacités et l'assistance humanitaire en Palestine, cette promesse couvrant les trois prochaines années. M. Kumalo a enfin pris note du récent accord des Ministres des affaires étrangères arabes concernant la composition d'un gouvernement libanais d'unité nationale mais il s'est dit préoccupé par la poursuite de la violence dans ce pays et y a appelé à un dialogue inclusif.

M. VITALY CHURKIN (Fédération de Russie) a déclaré qu'il partageait la préoccupation de M. Pascoe face à la grave situation humanitaire qui prévaut à Gaza et qui freine l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Pour aller de l'avant, il est important que les parties concernées s'en tiennent aux engagements qui leur incombent en vertu de l'Accord conclu à Annapolis et des dispositions de la Feuille de route. Il est également nécessaire que les pays de la région s'efforcent de renouer le contact avec les différentes formations politiques palestiniennes. Le fait que les États-Unis aient pris position en faveur d'un règlement de la situation est également un point positif, surtout lorsque la visite du Président Bush en Israël vient à l'appui des efforts déployés par le Quatuor pour le Moyen-Orient. La proposition de tenir à Moscou une réunion des représentants du Quatuor est encourageante à cet égard, a déclaré M. Churkin. La Fédération de Russie estime pour sa part que seul un règlement global de la situation, sous tous ses aspects, pourra contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région. Avant de conclure, le représentant a lancé un appel aux dirigeants de tous les partis politiques libanais pour qu'ils reprennent le dialogue et règlent leurs divergences dans un cadre institutionnel. La proposition faite par la Ligue des États arabes constitue une mesure appréciable à cet égard, a-t-il ajouté.

M. JORGE URBINA (Costa Rica) a souligné que son pays participait pour la première fois à un débat sur le Moyen-Orient. Il a donc présenté la synthèse de la vision qu'a la délégation costa-ricienne sur la question, affirmant que le Costa Rica était disposé à encourager l'idée de deux États qui vivent dans la paix et coopèrent pour assurer le bien-être de leurs populations. Le représentant a constaté que les obstacles menant à la paix et à la coexistence étaient nombreux et que l'histoire semblait se répéter, le désespoir faisant suite à un renouveau d'espoir, comme on le constate ces derniers mois et semaines. Il a estimé qu'il était plus facile de bâtir des murs que de construire des ponts. Affirmant qu'il fallait compter sur les hommes, il s'est dit convaincu que les actes posés par M. Olmert et M. Abbas pouvaient annoncer un avenir meilleur pour leurs deux peuples, comme en témoigne leur détermination à tenir des consultations bilatérales. Le représentant du Costa Rica a de plus estimé que la communauté internationale et le Conseil de sécurité avaient un rôle fondamental à jouer pour le règlement de la situation actuelle. Toutefois, le Conseil de sécurité doit surmonter ses propres contradictions, a-t-il ajouté, en regrettant que l'organe n'ait pu trouver de consensus sur la question de la situation dramatique qui règne notamment à Gaza. Il incombe au Conseil de sécurité de laisser de côté les intérêts étrangers à ceux des Israéliens et des Palestiniens et de faire respecter l'esprit et la volonté nés à Oslo, a-t-il poursuivi. Le représentant du Costa Rica a par ailleurs déclaré qu'il convenait maintenant d'aborder les questions finales du conflit israélo-palestinien afin d'en résoudre toutes les questions en suspens, sans aucune exception, tel que cela été dit à Annapolis. Il faut négocier sur les frontières, les colonies, la question des réfugiés et le statut de la ville de Jérusalem, a-t-il dit, en soulignant le rôle que doit jouer la communauté internationale pour faciliter les négociations. Enfin, en ce qui concerne le Liban, le représentant s'est félicité que le Conseil de sécurité ait trouvé un consensus pour condamner la violence qui affecte ce pays.

M. RICARDO ALBERTO ARIAS (Panama) a estimé que l'imposition d'un bouclage à la bande de Gaza par Israël était inacceptable, comme en témoigne la situation humanitaire déplorable qui règne sur le terrain. La communauté internationale doit réfléchir à des moyens novateurs pour parvenir à des solutions politiques aux questions en suspens, a estimé le représentant. De l'avis du Panama, le Conseil de sécurité n'est pas l'instance principale pour discuter des situations intéressant l'ensemble de la communauté internationale, l'Assemblée générale serait à cet égard le forum le plus approprié, a-t-il indiqué. Le représentant a estimé que ces réunions ne contribuaient pas, de toute évidence, au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, comme en témoigne l'échec hier du Conseil à s'accorder sur le texte d'une déclaration concernant les récents événements à Gaza. S'agissant du Liban, la délégation panaméenne a indiqué que seule une solution concertée entre le Gouvernement et l'opposition pourrait permettre de dissiper le climat d'incertitude qui règne au Liban en l'absence d'un président à la tête du pays.

M. JOHAN VERBEKE (Belgique) a rappelé que le rôle de la communauté internationale était de créer le contexte le plus favorable pour permettre aux parties d'arriver à l'accord de paix espéré depuis 60 ans. La réunion d'Annapolis a lancé un processus porteur d'espoir qui est toujours légitime, a-t-il affirmé. Il a estimé que, dans la ligne de la déclaration commune adoptée par MM. Abbas et Olmert à Annapolis, ces espoirs s'étaient matérialisés à travers notamment leurs rencontres régulières. Le succès de ces négociations dépendra aussi de la situation politique et humanitaire des populations israélienne et

palestinienne, a poursuivi M. Verbeke. Il a rappelé que la communauté internationale s'était engagée dans ce sens, et s'est notamment félicité des récents efforts américains dans ce domaine et de ceux déployés par la Ligue arabe et l'Union européenne. Toutefois, a-t-il fait valoir, cet engagement de la communauté internationale n'aurait pas de sens s'il n'allait pas de pair avec une prise de responsabilités de la part des acteurs opérant sur le terrain. Le premier devoir de ces derniers est de s'abstenir de toute initiative qui fragiliserait le processus de paix, a souligné M. Verbeke. Il a aussi dit que ce devoir s'imposait non seulement à l'Autorité palestinienne et au Gouvernement israélien, mais aussi au Hamas, dont les militants ont repris les tirs de roquettes contre Israël et ont rejeté Annapolis. Le Hamas continue à faillir à ses devoirs, a estimé le représentant belge. Par ailleurs, il a indiqué que sa délégation apportait son soutien pour que le contrôle des points de passage soit accordé à l'Autorité palestinienne. Sur la question du Liban, M. Verbeke a fait part de sa profonde préoccupation, déclarant que chaque report de l'élection présidentielle accroissait les risques de violence dans le pays. Il a appelé à un arrêt immédiat des violences et a regretté que certains, au Liban et ailleurs, continuent à faire obstacle à l'élection d'un président alors qu'un candidat fait pourtant l'objet d'un consensus. Dans ce contexte, il a soutenu sans réserve les efforts de médiation de la Ligue arabe et a affirmé qu'elle devait persister dans son travail.

M. MARCELLO SPATAFORA (Italie) s'est déclaré préoccupé par la situation dont a fait état le Secrétaire général adjoint dans son exposé. Il a également appuyé l'appel lancé par M. Pascoe pour que les points de passage de la bande de Gaza soient ouverts sans tarder, car la population civile ne doit pas souffrir de restrictions qui visent avant tout les militants palestiniens. Le représentant a ensuite demandé à la communauté internationale d'assurer le contrôle de ces points de passage, s'estimant en accord avec la proposition faite à cet égard par la Ligue des États arabes. La situation à Gaza ne doit en aucun cas ralentir le dialogue initié à la Conférence d'Annapolis, a prévenu le représentant, qui a souhaité que les parties s'abstiennent de prendre des mesures de nature à remettre en question les engagements pris dans ce cadre, comme les tirs de roquettes palestiniens ou la poursuite par Israël de l'expansion de ses colonies de peuplement. Nous espérons que le Quatuor appuiera ce dialogue bilatéral, a ajouté M. Spatafora. S'agissant enfin de la situation au Liban, il a réaffirmé que sa délégation se ralliait pleinement à la position exprimée par le représentant de la France.

Constatant les développements « encourageants » qui se sont produits suite à l'initiative de paix arabe et à la Conférence d'Annapolis, M. LE LUONG MINH (Viet Nam) a regretté que ces nouveaux espoirs aient été sapés par de nouvelles tensions dans la région du Moyen-Orient. Il a dit que le Viet Nam est préoccupé par la situation qui règne sur le terrain à Gaza et par le passage de réfugiés palestiniens vers des pays voisins de la bande de Gaza. Il a rappelé aux parties qu'elles devaient faire preuve de retenue, respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit humanitaire, et cesser tout acte de violence. M. Le Luong Minh a aussi lancé un appel pour qu'Israël mette fin à toutes les restrictions de mouvement qu'il impose aux Palestiniens, protège les civils, et mette en place les conditions nécessaires à un retour des réfugiés dans la sécurité. Le représentant a aussi indiqué qu'une paix durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'avec un règlement durable de la question israélo-palestinienne. L'établissement d'un État palestinien indépendant, et qui coexiste en paix avec Israël, sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies, demeure la seule solution viable, a-t-il insisté. En ce qui concerne le Liban, il s'est dit profondément inquiet de la volatilité de la situation et a constaté avec préoccupation une montée des tensions dans la relation entre le Liban et Israël.

M. MICHEL KAFANDO (Burkina Faso) a déclaré que le drame du Moyen-Orient s'articulait autour d'une trilogie: les territoires occupés, le rôle et la responsabilité des acteurs, les espoirs attendus. L'impossible cohabitation pacifique entre Palestiniens et Israéliens est au cœur même du drame du Moyen-Orient et, ce, d'autant plus que la restitution intégrale des territoires occupés depuis 1967 par Israël reste encore un contentieux sans réelle perspective de dénouement imminent. Face à une telle situation, les deux parties se livrent à un affrontement sans pitié. Ainsi, s'expliquent le blocus de Gaza et le drame humanitaire subséquent que, malheureusement, le Conseil de sécurité, faute d'entente, n'a pas pu condamner. Le Burkina Faso a ensuite appelé Israël à lever totalement le blocus et l'Autorité palestinienne pour œuvrer à l'arrêt des activités militaires à Gaza. La ruée des populations palestiniennes en Égypte, consécutive à ce blocus, est bien la preuve que ce blocus mérite bien son nom de punition collective, a ajouté M. Kafando.

Au Liban, l'interminable crise politique ponctuée de nombreux attentats terroristes fait craindre le pire. Dans ces conditions, la communauté internationale et les Nations Unies doivent mettre les protagonistes devant leurs responsabilités. En effet, l'espoir d'une solution durable et viable ne saurait être envisagé en dehors d'eux et sans les États de la région, a fait observer le représentant. Nous voudrions saluer à cet égard les initiatives de paix arabes, ainsi que le ferme engagement du Gouvernement égyptien dans les tentatives de règlement de ce conflit, comme l'élan donné par la Conférence d'Annapolis. Ces initiatives, ainsi que les négociations bilatérales israélo-palestiniennes, sont assurément le signe que tout espoir n'est pas perdu. Les deux parties doivent en effet comprendre qu'elles demeurent avant tout les premiers acteurs de la paix, a souligné le représentant.

M. AMIR MUHAREMI (Croatie) a dit que sa délégation était très inquiétée par les événements qui ont récemment affecté Gaza et l'Égypte. Il a de plus regretté que le Conseil de sécurité n'ait pu aboutir à un consensus en ce qui concerne la situation humanitaire à Gaza. Il a fait part de sa préoccupation quant au bouclage des points de passage entre Israël et Gaza, notant également que l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits alimentaires était très limité. Il a encouragé toutes les mesures que pourrait prendre Israël pour assurer un accès humanitaire et trouver des solutions alternatives d'approvisionnement en faveur de la population de Gaza. Le représentant croate a aussi soutenu la proposition suggérant que l'Autorité palestinienne assume la responsabilité des points de passage vers Gaza, côté palestinien. Affirmant qu'il fallait que toutes les parties mettent fin aux actes de violence, il a jugé inacceptable les attaques à la roquette qui se poursuivent contre Israël et les activités hostiles qui ciblent des civils. En outre, le représentant a affirmé qu'il fallait examiner la question de ce conflit dans le contexte de la Conférence d'Annapolis, dont il a appuyé les objectifs, notamment le début de négociations sur toutes les questions en suspens. Il s'est aussi félicité de la visite récente de Président Bush dans la région, ainsi que de l'engagement des États arabes. Il a indiqué que la communauté internationale dans son ensemble pouvait jouer un rôle actif pour garantir une économie viable aux Palestiniens et renforcer les capacités de l'Autorité palestinienne. Toutefois, il a estimé que les espoirs de paix étaient sapés par l'absence d'améliorations visibles sur le terrain. Le représentant a ensuite déclaré que les deux parties devaient faire preuve de courage politique afin de conclure un accord de paix avant la fin de l'année. Enfin, sur la question du Liban, il a salué les efforts de médiation de la Ligue arabe et a demandé à toutes les parties de s'engager dans un dialogue inclusif et de préserver l'unité nationale.

M. MARTY M. NATALEGAWA (Indonésie) a déclaré que cet examen mensuel de la situation au Moyen-Orient avait lieu alors que des développements dans la région affectaient la vie quotidienne des populations ainsi que les efforts contribuant à rétablir la paix dans la région. Rappelant l'élan donné par la Conférence d'Annapolis, il a indiqué que sa délégation était fermement convaincue que le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, feraient tout leur possible pour en réaliser les objectifs. Il a souligné que cette Conférence avait marqué un nouveau chapitre dans les solutions négociées du conflit israélo-palestinien et qu'elle avait fourni un cadre pour des résultats concrets, y compris un traité de paix entre les deux nations. Toutefois, a-t-il poursuivi, ce dialogue constant doit se traduire clairement par une avancée en faveur d'une solution à ce conflit. S'agissant de la bande de Gaza, M. Natalegawa a estimé que la crise humanitaire était inacceptable et a rappelé l'importance pour l'ensemble des membres du Conseil de sécurité de répondre à cette situation. Le Conseil ne peut demeurer silencieux, a-t-il insisté, en regrettant qu'un consensus n'ait pu être obtenu sur cette question. Par ailleurs, il a mis en avant l'importance d'un dialogue interpalestinien et de trouver une position satisfaisante pour toutes les parties afin d'assurer la réussite du processus de paix. En ce qui concerne le Liban, le représentant s'est dit inquiet de l'impasse politique qui se poursuit dans ce pays, alors que les élections présidentielles ont déjà été reportées 13 fois. Il a affirmé qu'il existait un besoin urgent de trouver un consensus politique entre les différentes parties et de faire des avancées pour sortir de cette impasse.

M. LI JUNHUA (Chine) a rappelé que le 22 janvier, le Conseil de sécurité avait organisé une réunion d'urgence sur la situation à Gaza. Il a regretté que la situation ait continué à se détériorer. Il a souhaité que le Gouvernement israélien rouvre tous les points de passage de Gaza pour permettre le réapprovisionnement de la population locale en aide humanitaire. La situation qui prévaut à Gaza est en effet la plus grave qui sévit actuellement au Moyen-Orient, a affirmé le représentant de la Chine. La seule manière d'y mettre fin est d'engager un dialogue entre toutes les parties sur l'ensemble des questions en

suspens. Israéliens et Palestiniens doivent bâtir un consensus et parvenir à un accord. Pour que les négociations aboutissent, les parties doivent consentir des efforts, notamment en commençant par déclarer un cessez-le-feu mutuel. Si l'Autorité palestinienne doit restructurer ses forces de sécurité, les forces de défense israéliennes doivent desserrer l'étau qui s'est refermé sur la bande de Gaza. S'agissant de la situation au Liban, la délégation chinoise a salué le plan proposé par la Ligue des États arabes. Le représentant s'est déclaré convaincu que 2008 sera décisive pour la paix au Moyen-Orient, à condition de poursuivre les négociations pertinentes et d'améliorer la situation sur le terrain.

M. ALEJANDRO WOLFF (États-Unis) a fait valoir que les développements en Israël et à Gaza n'empêcheraient pas sa délégation de s'en tenir à la vision de deux pays vivant côte à côte. Il a estimé qu'Israël et les Palestiniens allaient de l'avant dans le contexte du cadre mis en place lors de la Conférence d'Annapolis. Il a rappelé que les deux parties devraient respecter leurs engagements en vertu de la Feuille de route, Israël devant mettre fin aux colonies de peuplement et les Palestiniens, devant démanteler les infrastructures des terroristes. Il a aussi souligné qu'il était important pour les Palestiniens de reconstruire leur économie, avec l'aide de la communauté internationale et d'Israël. En outre, il s'est félicité de constater que la communauté internationale appuyait entièrement les efforts entrepris, insistant notamment sur les initiatives de la Ligue des États arabes pour une paix régionale. Le représentant des États-Unis a aussi argué que les négociations bilatérales étaient indispensables et que, pour assurer la paix, les deux parties devaient faire des choix difficiles tout en continuant à maintenir un climat de confiance. Il a espéré que la communauté internationale maintiendrait l'élan généré à Annapolis et repris à Paris, lors de la Conférence des donateurs. Par ailleurs, il a regretté l'incapacité du Conseil de sécurité à parvenir à un consensus sur la situation humanitaire à Gaza. Cela ne doit pas être compris comme un manque de préoccupation du Conseil face à cette situation humanitaire. Nous n'allons pas abandonner le peuple de Gaza, a-t-il assuré.

Toutefois, le représentant a estimé que le Conseil de sécurité devrait aborder les circonstances qui ont été à l'origine de cette situation et lancé un appel au Hamas pour qu'il cesse tout acte de violence. De l'avis de sa délégation, les groupes terroristes de Gaza prennent pour cible des civils innocents et Israël a droit à la légitime défense, comme tout autre État. Il a affirmé que la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité aurait dû traiter des attaques terroristes lancées depuis Gaza. S'agissant des points de passage, il a appuyé la suggestion visant à donner à l'Autorité palestinienne la responsabilité de ces points de Gaza, côté palestinien. Il s'est enfin interrogé sur l'utilité de séances du Conseil comme celle d'aujourd'hui qui, selon lui, ne contribue pas à trouver une solution à la question. Concernant la situation au Liban, M. Wolff a condamné les attaques terroristes qui avaient été perpétrées à la fin de semaine à Beyrouth. Les États-Unis, a-t-il réaffirmé, appuient la création du Tribunal spécial international, exhortant tous les États Membres à suivre l'exemple. Enfin, il a renouvelé l'appel pour la tenue d'élections présidentielles et a demandé à la Syrie et à l'Iran de s'abstenir de toute ingérence dans le processus démocratique au Liban.

M. GIADALLA A. ETTALHI (Jamahiriya arabe libyenne), Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, a déclaré que la tragédie que vivent les Palestiniens dure depuis trop longtemps. Ils sont aujourd'hui à bout de patience alors qu'ils endurent depuis 1967 une occupation qui se poursuit par l'expansion des colonies de peuplement et la construction du mur de séparation, en dépit de l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il indiqué. Il a ensuite cité l'exposé présenté par M. Pascoe, qui a évoqué le siège de la bande de Gaza, où les populations civiles sont au bord de l'asphyxie. Ce châtiment collectif infligé au peuple palestinien, sans aucun discernement, est contraire aux dispositions du droit international humanitaire, a affirmé le représentant. Les Israéliens continuent leurs campagnes d'attaque contre les Palestiniens, y compris des femmes et des enfants, a-t-il dénoncé. L'implantation des colonies de peuplement a repris dès le lendemain de la Conférence d'Annapolis, contrairement aux engagements pris par Israël dans ce cadre. Il ne saurait y avoir de paix sans un retrait intégral israélien de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans l'établissement d'un État palestinien viable et le retour de tous les réfugiés expulsés en 1948, a fait observer le représentant. Il a par ailleurs reconnu le droit des Palestiniens à se défendre, affirmant que les tirs de roquette avaient cessé pendant des mois, un laps de temps durant lequel Israël a poursuivi ses incursions et ses exécutions extrajudiciaires. Par ailleurs, la situation au Liban subit toujours les conséquences de l'agression israélienne de juillet 2006, a relevé le représentant libyen, citant en particulier les problèmes

posés par la destruction des infrastructures et la dispersion de mines non explosées, dont les cartes n'ont toujours pas été fournies au Gouvernement libanais.

M. NAWAF SALAM (Liban) a déclaré que le Conseil de sécurité devait être à la hauteur des événements qui affectent Gaza, afin d'ouvrir le blocus imposé à ses habitants et de protéger les civils. Nombreux sont ceux qui croient encore au rôle du Conseil de sécurité: ne les décevez pas, a-t-il lancé. Insistant sur l'importance de normaliser la vie à Gaza et en Cisjordanie afin de progresser vers la paix, il a argué que la crédibilité du processus de paix avait été entachée par les pratiques israéliennes. Il a souligné qu'Israël n'avait pas, entre autres, gelé la construction de colonies, et n'avait pas arrêté l'édification du mur de séparation et refusait de lever les points de contrôle imposés aux Palestiniens. Autant de mesures de confiance qui permettraient d'entamer l'examen des questions relatives au statut final, a-t-il poursuivi en notant que c'était là l'accord conclu par les dirigeants des deux parties à Annapolis. Parmi les questions en suspens, il a mis en avant la nécessité de résoudre la question des réfugiés, et a réitéré la position de son pays selon laquelle le rapatriement au Liban de réfugiés menacerait l'identité nationale des réfugiés et mettrait en péril le tissu social libanais. Le représentant a affirmé que les images actuelles de Gaza rappelaient celles de l'été 2006 au Liban. Il a indiqué qu'Israël violait de manière continue et quotidienne la souveraineté du Liban et la résolution 1701, adoptée par le Conseil à la suite des événements de 2006. Il a aussi noté qu'Israël refusait toujours de résoudre la question des détenus libanais et a demandé leur libération immédiate. Concernant les fermes de Shaab'a, il a préconisé de les mettre sous mandat provisoire des Nations Unies, en attendant le règlement de cette question.

Se penchant ensuite sur la situation qui règne dans son propre pays, le représentant a rappelé que sa délégation avait soutenu le plan intégré visant à faciliter l'élection du Général Suleiman en tant que Président du Liban. Il a noté que la poursuite de la crise politique augmentait les risques d'actes violents, comme ceux de ce weekend. Les actes terroristes ne sauraient détourner les Libanais de la réalisation de leurs objectifs, a-t-il assuré, tout en soulignant la marche qui s'opérait pour que la justice internationale agisse au Liban. À cet égard, il a salué les efforts du Secrétaire général visant à prendre les mesures nécessaires pour la création du « Tribunal Hariri », qui, a-t-il estimé, contribuera au renforcement de la paix et de la stabilité au Liban.

M. BASHAR JA'AFARI (République arabe syrienne) s'est déclaré complètement d'accord avec la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité en sa qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne. Réagissant à l'exposé de M. Pascoe, il a déclaré que cette présentation essayait de camoufler les violations commises par Israël dans la région. Le représentant de la Syrie s'est dit en particulier déçu que l'exposé de M. Pascoe ne fasse aucune mention de la situation dans le Golan syrien occupé, alors que le Conseil était pourtant saisi de la question de la situation au Moyen-Orient. Il a donc lancé un appel pour que l'existence de ce type de lacunes ne se reproduise plus. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité désignent l'occupation israélienne comme une grave violation du droit international, a-t-il lancé. Il a rappelé que le nombre d'enfants palestiniens tués ne cessait d'augmenter, et qu'Israël avait inauguré la nouvelle année en bouclant la bande de Gaza, plongée dans le noir pendant des heures par les coupures d'électricité. Le fait que le Conseil se soit montré incapable de s'accorder hier sur le texte d'une simple Déclaration présidentielle sur la situation à Gaza est le signe d'un échec, dû à la position inflexible d'un membre permanent du Conseil de sécurité, a-t-il accusé.

Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'occupation du Golan syrien, et Israël continue de refuser de mettre en œuvre la résolution 496 du Conseil, a déploré le représentant, qui a évoqué la détresse des populations syriennes locales, qui sont empêchées d'établir un contact avec leurs familles d'origine et restent confrontées à des problèmes humains graves lorsqu'un deuil frappe leurs familles ou lorsqu'un des leurs tombe malade. La République arabe syrienne réaffirme sa volonté de rétablir son autorité sur ses territoires occupés par tous les moyens légitimes possibles, a souligné le représentant. Or, dans le dernier rapport du Secrétaire général sur la FNUOD, il est indiqué qu'Israël continue de renforcer sa présence dans le Golan syrien occupé, a-t-il relevé. Une paix juste et durable est l'option stratégique retenue par la Syrie, mais elle ne se fera pas au détriment de sa souveraineté sur ses territoires, a prévenu le représentant, indiquant qu'il partageait le point de vue du représentant de la Libye. Le représentant syrien a par ailleurs affirmé que l'expansion des colonies de peuplement, la poursuite de la construction du mur de

séparation et les assassinats d'habitants de Gaza au lendemain de la Conférence d'Annapolis démontraient le peu de cas que fait le Gouvernement d'Israël des engagements qu'il a pris lors de la Conférence d'Annapolis. Évoquant enfin la situation au Liban, le représentant a affirmé que nul ne devait se mêler des affaires internes du Liban, qui doit trouver par lui-même une solution à la situation politique dans laquelle il se trouve. Le Gouvernement syrien condamne les attentats qui sont commis dans ce pays et qui visent des populations civiles innocentes, a conclu le représentant.

L'Observateur permanent de la Palestine a repris la parole pour souligner que Gaza était sous le contrôle d'Israël, puissance d'occupation. Il a également répondu à la déclaration des États-Unis concernant les tirs de roquettes provenant de Gaza. Tout en les condamnant, il a indiqué que ceux-ci étaient utilisés par Israël pour poursuivre ses agressions. L'Observateur de la Palestine a soutenu que les pays arabes avaient fait preuve de souplesse pour que cette question puisse figurer dans le projet de déclaration présidentielle. Il a estimé que cela montrait la détermination des Palestiniens à traiter du problème des roquettes. Mais la principale raison de la tragédie à Gaza, ce sont les incursions, le blocus, les exécutions extrajudiciaires et le fait que 1,5 million de personnes sont en punition collective, a-t-il affirmé. Enfin, il a particulièrement insisté sur l'importance des points de passage et a affirmé que leur contrôle par l'Autorité palestinienne constituait une solution. La question de l'ouverture des frontières est essentielle, a-t-il indiqué, en se félicitant du soutien donné par les membres du Conseil à cette suggestion.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a déclaré que cette réunion avait eu le mérite de montrer que le Conseil de sécurité avait des responsabilités importantes dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales. Il a ensuite souligné les déformations de la réalité pratiquées par la République arabe syrienne, qui manifeste son soutien total au terrorisme.

À son tour, le représentant de la République arabe syrienne a dénoncé les propos de l'État « terroriste israélien », qui a manifesté aujourd'hui son mépris pour la communauté internationale. La partition qui a permis la création d'Israël résulte d'une résolution qui demandait aussi la création d'un État palestinien qui, 60 ans après son adoption, n'a toujours pas été mis en œuvre. Le représentant d'Israël n'est pas en mesure de se vanter du terrorisme d'État que son pays pratique, a-t-il ajouté. Nous sommes venus ici pour tenter de parvenir à une paix juste, durable et globale et personne ne devrait essayer de faire obstacle à ces efforts, a conclu le représentant.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel